



## **Quelle stratégie pour une meilleure performance scientifique au service des Politiques Publiques ?**

**Jacques DENIS<sup>1</sup>, Yves HENOCQUE<sup>2</sup>**

1. Ifremer, DPCP : Direction des Programmes et de la Coordination des Projets, centre de Méditerranée, Toulon, France.  
*[jacques.denis@ifremer.fr](mailto:jacques.denis@ifremer.fr)*
2. Ifremer, DP2S : Direction de la Prospective et de la Stratégie Scientifique, spécialité « Nature et Société », Siège, Issy-Les-Moulineaux, France.  
*[yves.henocque@ifremer.fr](mailto:yves.henocque@ifremer.fr)*

### **Préambule :**

La Science est très impliquée dans les démarches de gestion et son efficacité auprès des Politiques Publiques constitue un enjeu très important, dans le sens où il s'agit de rendre la connaissance qu'elle produit, utile envers ses destinataires. Des formes adaptées d'organisation doivent être trouvées et appliquées à toutes les échelles requises.

### **Mots-clés :**

GIZC – Politiques Publiques – Méditerranée

### **1. Problématique**

Les biens et services offerts par les écosystèmes terrestres et marins se détériorent (Millenium Ecosystem Assessment, MEA) et sont fortement menacés comme, par exemple, le renouvellement des réserves halieutiques et la production d'eau douce. Cette dégradation a été plus importante au cours des cinquante dernières années qu'au cours du reste de toute l'histoire de l'humanité, et cette tendance va s'accroître. Nous assistons à des changements globaux ou planétaires qui sont largement à l'origine de ces phénomènes de dégradation voire de destruction sur l'ensemble du socio-écosystème. Tous ces événements, provoqués, amplifiés ou non par l'homme, exercent des effets plus ou moins irréversibles sur la quantité et la qualité des services écosystémiques qui, au final, vont influencer directement le bien-être humain.

Les défis lancés à la science résultent de la confrontation entre un constat alarmant de l'état de l'environnement global d'une part, de l'insuffisance des connaissances permettant de construire des outils opérationnels d'autre part. Les différents exercices de prospectives (PNUE, GIECC, MEA) ont clairement montré que seule une réaction rapide, tangible et inscrite dans la durée peut permettre de faire face aux changements environnementaux et sociaux, sans attendre que la science fournisse de manière précise et certaine des réponses à toutes les questions posées relatives, notamment, aux effets des changements globaux sur la structure et le fonctionnement des écosystèmes marins.

DOI: 10.5150/cmcm.2009.077-0

## **2. Des défis à lever**

Pour être opérantes, les diverses activités de recherche d'appui au développement durable doivent être mises en synergie autour d'une vision commune. Une telle perspective peut être rendue possible grâce l'approche systémique qui permet la prise en compte de l'ensemble des interactions existant au sein et entre les différents écosystèmes dans le continuum bassin versant-côte-océan. Dans ce cadre, l'appui scientifique correspond typiquement au mode « Recherche-Action », indispensable pour prétendre être efficace moyennant la capacité d'adaptation au changement de paradigme auquel on assiste actuellement dès lors que l'on s'inscrit dans le long terme. Même si elle très consommatrice de connaissance, l'accession à la durabilité devient alors envisageable par une nouvelle attitude qui consiste non plus à chercher à *connaître* mais plutôt d'*apprendre*. Comprendre la durabilité, c'est comprendre le système complexe et dynamique d'interactions « nature – société », éminemment imprévisible de par les incertitudes qui règnent sur ses réponses dans le futur aux forces et pressions sociales et économiques. Devant la difficulté, voire l'incapacité, à prédire correctement les évolutions à venir, il faut considérer les politiques et interventions de gestion comme autant d'expériences recourant à l'ensemble des connaissances disponibles. Dès lors, on peut considérer, le Développement Durable comme un processus de gestion adaptative et d'apprentissage social dans lequel la connaissance joue un rôle central, sous réserve qu'elle puisse être accessible par tous, compréhensible et utilisable. Par contre, il y a lieu de souligner qu'un « abyssal besoin de connaissances » accompagné d'un défaut d'éducation à la mer existent toujours, comme l'ont récemment rappelé les discussions issues du Grenelle de la Mer (engagements de juillet 2009).

## **3. Réponses et perspectives**

La communauté scientifique doit donc s'engager dans une stratégie qui lui permette de lever les défis auxquels elle est confrontée et répondre avec pertinence aux attentes des Pouvoirs publics et de la société. Elle doit s'organiser en conséquence en se fixant des bases prioritaires sur lesquelles elle pourra se mobiliser, en termes de moyens financiers et humains. Elle pourra ainsi gagner en performance sur les plans de l'observation, de l'innovation et de l'évaluation mais également en terme de communication et de sensibilisation, notamment à l'égard du grand public.

Une des clés de la performance scientifique apparaît avant tout dans le travail pluridisciplinaire et partenarial relevant des différentes Sciences de la Nature, de l'Homme et de la Société. Un tel travail exige de la part des chercheurs des capacités spécifiques nécessaires pour opérer des approches transversales et intégratrices qui leur permettent de traiter la relation entre connaissance et gouvernance qui est au cœur des processus qui animent les Politiques Publiques.

Des programmes de recherche de plus en plus nombreux sont consacrés au développement de telles capacités et des outils associés. A ce titre, le projet intégré

européen SPICOSA ("Science and Policy Integration for Coastal Systems Assessment", 2007-2010) vise à développer et tester une approche itérative de recherche évolutive et holistique destinée à évaluer les options politiques prises pour le développement Durable des systèmes côtiers. A la clé, un outil de type modèle facilitant la concertation entre acteurs (en particulier entre scientifiques et politiques) doit permettre d'assurer ce service attendu de la part des Politiques Publiques.

Un autre exemple est donné avec le futur projet européen « PEGASO » ("People for Ecosystem-based Governance in Assessing Sustainable Development of Ocean and Coast"). Il permet d'illustrer un aspect de l'appui scientifique attendu dans le cadre de la mise en œuvre du protocole GIZC (dernier Protocole de la Convention de Barcelone signé en janvier 2008) pour la Méditerranée et, par extension, à la Mer Noire. Le but de ce projet collaboratif est de construire et de développer à partir de capacités et moyens existants, de nouvelles approches communes destinées à appuyer la gestion (intégrée) de la mer et de la côte méditerranéennes. Ce projet réserve aussi une importante place à la formation interne au projet et externe (Capacity building) ainsi qu'à la dissémination et la communication des produits du projet pour les faire connaître et les rendre utiles.

A noter, à l'appui de la mise en œuvre de ce Protocole, l'élaboration d'une charte dite « Charte de Sardaigne » (préparée et adoptée lors d'un séminaire sur le Protocole GIZC tenu en mai 2008 en Sardaigne (Alghero)) destinée à favoriser le dialogue entre les parties prenantes de la GIZC en Méditerranée. Cette perspective va dans le sens d'une réelle prise de conscience du besoin d'efficacité qui nécessite la mobilisation de toutes les synergies possibles en s'appuyant sur la mise en réseau opérationnel. En effet, un tel réseau de communications, d'échanges et de dialogues entre tous les acteurs de la GIZC (dont les scientifiques font partie) en Méditerranée constitue un facteur déterminant pour son succès à travers l'application du Protocole.

Au-delà des programmes scientifiques proprement dits menés pour développer des connaissances sous des formes de conventionnelles à innovantes, prévalent des modes d'organisation transversale à caractère résolument intégrateur. Il s'agit du mode chantier, que l'on développe dans un cadre géographique homogène et fédérateur d'actions répondant à l'application d'une (ou plusieurs) politique de gestion. Ces modalités d'organisation permettent, en effet, la mise en convergence et cohérence de différents programmes ou projets scientifiques existants. Il en ressort une connaissance nouvelle issue de l'intégration de pratiques, de résultats et de produits de sortie. La valeur ajoutée produite relève d'une démarche de co-construction plus performante et contribue ainsi à l'efficacité de la connaissance produite.

Un autre champ d'activité où s'implique la communauté scientifique en appui aux politiques Publiques est celui de l'évaluation des processus de gestion et de leurs impacts. Cette question est, en effet, vitale au bon déroulement des démarches de gestion concertée et durable. En réponse à ces attentes, des outils dédiés sont développés. Il s'agit, en l'occurrence, d'indicateurs de différents types comme les

indicateurs de performance ou de progrès GIZC, des indicateurs de Développement Durable, des indicateurs de cohérence ou de pertinence, etc. Ce champ mérite une attention particulière du fait qu'il représente à la fois un défi scientifique et un enjeu démocratique (Paul Marie Boulanger, IDDRI, 2004). En effet, de tels outils requièrent un niveau de performance élevé car ce sont des objets scientifiques construits et communiqués en vue d'un usage politique. Leur construction est soumise à trois exigences parfois difficilement compatibles comme la rigueur scientifique, l'efficacité politique et la légitimité démocratique. Des projets sont actuellement menés dans ce sens, comme par exemple le projet « OURCOAST » (Projet de la DG Environnement, 2009-2011) qui relève d'une initiative européenne destinée à appuyer la mise en œuvre de la GIZC sur des bases d'évaluation très structurées et informées. Il s'agit, en particulier, de faciliter les échanges d'expériences et de « bonnes » pratiques de la GIZC afin d'en améliorer sa prise en compte.

#### **4. La stratégie Ifremer**

Dans ce système, l'Ifremer, en tant qu'organisme scientifique pluridisciplinaire, contribue au développement des connaissances de l'état et des impacts qui s'exercent sur les milieux et ressources marines et côtières. En rapport avec les nouvelles problématiques liées au changement climatique, des énergies, de la biodiversité, des risques, etc. l'Ifremer a orienté sa nouvelle stratégie scientifique vers un renforcement de son appui aux Politiques Publiques en consolidant les partenariats, les réseaux et la conduite de chantiers intégrés (trois chantiers prioritaires, en Nouvelle Calédonie, Manche et Méditerranée). Un effort particulier est ainsi engagé vers une nouvelle structuration de la recherche pour gagner en efficacité avec plus de coopération et de programmation conjointes (Référence au colloque international sur les Sciences marines des 28 et 29 septembre 2009 à Paris).

#### **5. Conclusion**

De nouvelles stratégies sont déployées pour mettre la Recherche et l'expertise scientifique davantage à l'écoute des besoins de la Société et des Politiques Publiques. La mise en réseau est un facteur déterminant pour réussir l'interdisciplinarité et les interactions entre acteurs. De cette façon, le pari d'améliorer le partage des connaissances et de prendre en compte les savoirs des différents acteurs sera gagné. L'enrichissement des relations entre Scientifiques, Professionnels et la Société Civile est primordial et il dépend de la participation de tous, notamment dans des projets partenariaux. Le travail collaboratif au niveau de chantiers est un moyen de tirer une réelle valeur ajoutée aux différentes actions entreprises.

Les éléments fournis par cette communication viendront alimenter le débat entre participants autour de la question des horizons de coopération pour la Méditerranée.